



BIS de Nantes

La Ministre fait son discours de politique générale sur le spectacle vivant lors d'une soirée privée.

Les Biennales Internationales du Spectacle sont devenues un rendez-vous incontournable de la profession. Il est d'usage que les Ministres de la culture ou des candidats aux élections présidentielles s'expriment devant les professionnels, à l'occasion d'un grand débat plénier. Notre ministre a choisi cette année de rompre avec cette tradition, puisque qu'elle a produit son discours devant une assemblée de 200 personnes, invitées et triées sur le volet. Craint-elle à ce point que l'on découvre le fond de sa politique culturelle ?

La ministre a tout d'abord tenté de rassurer au sujet d'action publique 2022, en affirmant qu'il n'y aurait pas « d'économies de moyens entre nous ». Elle assure depuis deux mois que les informations « tombées du camion » et dévoilées dans Le Monde ne seraient qu'un document de travail. Pourtant les différentes communications et actions du ministère montrent bien que les pistes de travail explorées dans ce document sont en œuvre. La Direction Générale de la Création Artistique (DGCA) a en effet engagé un simulacre de consultation des organisations syndicales. Le ministère envisage, à budget constant, d'aider moins d'équipes artistiques, tout en supprimant les aides en dessous de 20.000 €. Au prétexte « d'aider mieux », il aidera moins, et paupérisera encore davantage les équipes artistiques qui ne trouveront pas de financement. Les calculs sont simples : les aides de moins de 10.000 € représentent 27% du nombre de projets aidés, pour à peine plus de 1% des montants des aides. Cette vision malthusienne de la création artistique est inacceptable. Par ailleurs, la ministre a réaffirmé dans son discours son intention de proposer un « guichet unique » en matière de subvention. A terme, pour les équipes artistiques, ce guichet pourrait installer une forme de « tout-ou-rien », et la possibilité de convaincre un seul subventionneur parmi plusieurs soutiens potentiels, et de rendre ainsi un projet possible, s'en trouvera amoindrie. De telles décisions auront des conséquences très lourdes pour l'émergence, la diversité de création et les projets plus fragiles.

La ministre a semblé ensuite découvrir qu'une partie de la population n'avait pas accès à la culture et a annoncé le lancement d'un plan de soutien à l'itinérance, pour que les « troupes, artistes, productions partent sur les routes de France », pour « jouer dans des zones rurales, quartiers ou les entres villes en déshérence ». Une sorte de « plan Molière », ou comment prétendre faire du neuf avec des initiatives qui existent déjà ! Les professionnels n'ont évidemment pas attendu madame Nyssen pour se poser la question des publics et de l'accès à la culture ou pour aller jouer là où il n'y a pas de salles de spectacles ou d'infrastructures dédiées.

Faisant preuve d'un incroyable et cruel cynisme, la ministre a également appelé les professionnels à offrir aux migrants « un accueil digne de ce nom », et les a incités à combattre les stéréotypes qui pèsent sur eux, en leur ouvrant les salles de spectacles, en leur apportant des instruments de musique ou en parlant de leurs histoires dans les spectacles. Une très grande partie de l'assemblée présente a été consternée par le décalage entre ces propos et la réalité de l'accueil indigne des migrants dans notre pays. Son discours pourrait paraître généreux si le gouvernement auquel elle appartient respectait les droits fondamentaux des migrants, s'il ne condamnait pas les citoyens qui leur tendent la main et s'il ne préparait pas un projet de loi visant à « trier » les « bons » des « mauvais ». Et ici encore, des initiatives ont lieu dans nos secteurs, sans que l'on ait besoin de madame Nyssen pour nous inciter à nous « engager ».

Enfin, madame Nyssen a déclaré qu'il était nécessaire de « lever certains carcans » en matière de politique culturelle, de « changer notre approche et nos priorités ». Ce sont, tout autant, sa vision politique que les méthodes utilisées par ses services qui nous alarment. Abandonner la création comme un élément central de la politique culturelle, au profit de la diffusion ou de l'action culturelle, n'est pas une option ! Si une telle voie était choisie, c'est la diversité culturelle, la diversité des points de vue et des façons de raconter le monde aux publics qui seraient en danger. Un élément essentiel de notre démocratie.

Paris, le 19 janvier 2018